



LE 20 JUIN

MOBILISONS-NOUS POUR NOS REVENDICATIONS, CONTRE L'EXTRÊME DROITE

Les résultats des élections européennes confirment la montée inquiétante du Rassemblement national. Nous le rappelons à nouveau : il n'y a pas pire ennemi de la démocratie et des salarié.es que l'extrême-droite.

La dissolution de l'Assemblée nationale décidée immédiatement après par le Président de la République leur ouvre cependant la porte du pouvoir. Celui qui se vantait de vouloir « réparer la France » la conduit vers sa perte.

C'est peu de dire que les politiques menées par Emmanuel Macron depuis 2017, tournant le dos aux aspirations des salarié.e.s, ont engendré une forte exaspération sociale et ont contribué à cette situation plus que préoccupante.

Accumulation de mesures régressives contre les chômeurs, atteintes à la démocratie, passage en force de la néfaste contre-réforme des retraites, la liste est longue des méfaits du pouvoir exécutif...

Dans la Fonction publique, c'est la loi de démantèlement du Statut de 2019, ce sont la poursuite et l'accentuation des budgets d'austérité, une politique salariale entraînant de nouvelles et graves pertes de pouvoir d'achat, pour s'en tenir aux éléments les plus saillants.

Jusqu'à ces derniers jours, c'était la volonté d'imposer un projet de loi porteur de lourds reculs pour la Fonction publique et les agent.es contre l'avis de toutes les organisations syndicales représentatives.

En décidant de dissoudre l'Assemblée nationale et d'organiser des élections législatives en trois semaines, le Président de la République prend une lourde responsabilité.

Il faut combattre l'extrême droite, son projet raciste, anti-démocratique et anti-social par l'émergence d'un changement profond et l'empêcher d'accéder au pouvoir.

C'est pourquoi, plus que jamais, les mobilisations pour gagner sur les revendications et sur des alternatives porteuses de progrès social sont indispensables.

Les organisations syndicales CGT, FSU et Solidaires de la Fonction publique appellent en ce sens à faire du jeudi 20 juin une journée d'actions – y compris par la grève - et de manifestations.

Ce jour-là, nous exigeons notamment :

- Des augmentations générales de salaire, notamment par la revalorisation du point d'indice, dès 2024
- Des créations d'emplois de titulaires dans les nombreux secteurs qui en ont besoin
- Des budgets rompant avec l'austérité et dégageant les moyens nécessaires au bon accomplissement des missions publiques
- De fortes mesures concrètes pour parvenir à l'égalité professionnelle
- la défense de la Fonction publique et l'amélioration du statut du fonctionnaire par l'abrogation de la loi dite de transformation de la fonction publique et l'abandon clair et définitif du projet de loi « Guerini »
- la retraite à 60 ans à taux plein, et la défense de nos caisses, ce qui veut dire l'abrogation de la réforme des retraites.
- L'arrêt de la répression syndicale, le retrait de toutes les lois « sécuritaires », la levée de l'ensemble des inculpations de syndicalistes.

ET ensemble, nous dirons non à l'extrême-droite.

Paris, le 17 juin 2024